

CENTRES DE RESSOURCES > Réseau POUR LA POLITIQUE DE LA VILLE < national

Dossier ressources sur la Nouvelle Politique de la Ville

Réalisé par le réseau national des centres de ressources pour la Politique de la Ville :



RAPPORTS ET TEXTES OFFICIELS

> Loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Version Commentée

Ministère délégué à la Ville, février 2014

Après l'adoption par le Sénat et l'Assemblée nationale du projet de loi rédigé en commission mixte paritaire, le Président de la République a promulgué le 21 février la loi n° 2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Publié au JO le 22 février 2014, ce texte entérine le processus de réforme du cadre de la politique de la ville, initié par le Ministre délégué à la ville depuis le lancement de la concertation nationale en octobre 2012.

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/loi_commentee.pdf

> Le Comité Interministériel des Villes : relevé de décisions du 19 février 2013

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/dp-ville-releve-decision_v2.pdf

> La nouvelle étape de la politique de la ville. Les réponses à vos questions. Version 2 actualisée et enrichie.

Ministère délégué à la Ville, décembre 2013. 141 p.

<http://i.ville.gouv.fr/index.php/reference/9540/la-nouvelle-etape>

> Quartiers engageons le changement. Synthèse des enseignements de la préfiguration des contrats de ville

Cabinet ASDO, Acisé, Anru, SG-CIV, 2014, 18 p.

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/2_bilan_et_enseignements_-_asdo.pdf

> **Le dossier de presse « La nouvelle politique de la ville : agir pour les habitants des quartiers populaires » - 27 novembre 2013**

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/dp_-_loi_de_programmation_pour_la_ville_et_la_cohesion_urbaine.pdf

> **Décret du 31 mars 2014 portant création du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)**

Ce décret a été publié au Journal officiel du 2 avril. Le CGET, issu du regroupement de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datar), du Secrétariat général du comité interministériel des villes (SGCIV) et de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé), sera chargé de conduire la réforme d'ensemble de la politique de la ville issue de la loi de programmation du 21 février 2014. En relation avec les collectivités territoriales et en s'appuyant sur les Préfets de région et de département, le CGET sera garant de la stratégie territoriale de l'État.

<http://i.ville.gouv.fr/index.php/reference/9848>

> **Circulaire relative à l'animation et à la mise en œuvre des conventions d'objectifs**

Une circulaire du Premier ministre relative à l'animation et à la mise en œuvre des conventions d'objectifs pour les quartiers de la politique de la ville a été adressée aux préfets de région et aux préfets de départements, le 26 mars 2014.

Télécharger les annexes (Synthèse des engagements des conventions / Tableau de bord des conventions) et la notice méthodologique :

<http://www.ville.gouv.fr/?conventions-objectifs>

> **La nouvelle géographie prioritaire** : carte de la nouvelle géographie, dossier de presse, territoires cible et liste des communes sortantes.

CGET, Ministère des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. 17 juin 2014

<http://www.ville.gouv.fr/?carte-des-nouveaux-quartiers>

> **Les Conventions avec d'autres ministères :**

Convention triennale d'objectifs 2013-2015 entre **le Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative** et le Ministère délégué à la Ville – 4 avril 2013

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_ville_vdef.pdf

Convention triennale d'objectifs 2013-2015 entre **le Ministère des Affaires sociales et de la Santé, le Ministère délégué aux Personnes âgées et à l'Autonomie, le ministre délégué à la Famille, le ministre délégué aux Personnes handicapées et à la Lutte contre l'exclusion** et le ministre délégué à la Ville – 19 avril 2013

<http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention-affaires-sociales-ville.pdf>

Convention triennale d'objectifs 2013-2015 entre **le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social** et le Ministère délégué à la Ville - 25 avril 2013

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_emploi-ville.pdf

Convention triennale d'objectifs 2013-2015 entre **le Ministère des Droits des Femmes** et le Ministère délégué à la Ville - 22 mai 2013

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_d_objectifs_droits_des_femmes_-_ville_mai_2013.pdf

Convention triennale d'objectifs 2013-2015 entre **le Ministère chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche** et le Ministère délégué à la Ville - 7 juin 2013

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_ville_-_transports_2013.pdf

Convention triennale d'objectifs 2013-2015 entre **le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux** et le Ministère délégué à la Ville - 11 juillet 2013

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_d_objectifs_ville_justice.pdf

Convention triennale d'objectifs 2013-2015 entre **le Ministère de la Défense et le ministère des Anciens Combattants** et le Ministère délégué à la Ville - 15 juillet 2013
http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_ville_-_defense_et_ac.pdf

Convention triennale d'objectifs 2013-2015 entre **le Ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire et la consommation** et le Ministère délégué à la Ville – 27 septembre 2013
http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_d_objectifs_pour_les_quartiers_prioritaires_ess.pdf

Convention triennale d'objectifs 2013-2015 entre **le Ministère de l'Intérieur** et le Ministère délégué à la Ville - 27 septembre 2013
http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_interieur-ville_27_09_13_2_.pdf

Convention triennale d'objectifs 2013-2015 entre **le Ministre de l'Éducation nationale, la ministre déléguée à la Réussite éducative** et le Ministre délégué à la Ville - 7 octobre 2013
http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_d_objectifs_entre_le_ministere_de_l_education_nationale_le_ministere_delegue_a_la_reussite_education_et_le_ministere_delegue_a_la_ville_-_7_octobre_2013.pdf

Convention d'objectifs 2013-2015 entre **le Ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme** et le Ministère délégué à la Ville - Janvier 2014
http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_cadre_ministere_artisanat_commerce_tourisme_et_ministere_deleg_ville.pdf

Convention triennale d'objectifs 2014-2016 avec **le Ministère de la Culture et de la Communication** et le Ministère délégué à la Ville - 5 mars 2014
http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_d_objectifs_culture_-_ville_05_03_14-2.pdf

> Les conventions avec les associations d'élus et partenaires :

Convention cadre entre le Ministère délégué à la Ville et **l'Association des Régions de France** pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville - 13 février 2013
http://www.territoires.gouv.fr/IMG/pdf/Convention_cadre_entre_l_ARF_et_le_ministere_delegue_a_la_ville_pour_les_quartiers_prioritaires_de_la_politique_de_la_ville.pdf

Convention triennale d'objectifs 2013-2015 entre **le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social**, le Ministère délégué à la Ville et **Pôle emploi** - 30 avril 2013
http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_ville_pole_emploi_-_30_avril_2013.pdf

Convention cadre entre le Ministère délégué à la Ville et **l'Assemblée des Communautés de France (AdCF)** pour la mise en œuvre de la nouvelle génération de contrats de ville - 27 mai 2013
<http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/conventionministvilleadcf.pdf>

Charte d'engagement Entreprises et Quartiers, entre le Ministère de la Ville et 40 entreprises – 20 juin 2013
http://www.territoires.gouv.fr/IMG/pdf/Charte_Entreprises_et_Quartiers.pdf

Convention cadre entre le Ministère délégué à la Ville et **l'Association des Maires Ville et Banlieue de France** pour une nouvelle étape de la politique de la ville - 19 septembre 2013
<http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention-ville-et-banlieue-2.pdf>

Convention cadre entre le Ministère délégué à la Ville et **la Fédération des Ville Moyennes (FVM)** pour la mise en œuvre de la nouvelle politique de la ville - 25 septembre 2013
http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_ville_fvm.pdf

Convention cadre entre le Ministre délégué à la Ville et l'**Assemblée des Départements de France (ADF)** – 11 octobre 2013

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/accord_cadre_-_ministere_delegue_a_la_ville_et_adf_-_11_oct_2013.pdf

Convention cadre entre le Ministre délégué à la Ville, l'**Association des Communautés Urbaines de France (ACUF)** et l'**Association des Maires des Grandes Villes de France (AMGVF)** – 29 octobre 2013

http://www.grandesvilles.org/sites/default/files/thematiques/Politique%20de%20la%20ville/convention_amgvf_acuf_minist_re_de_la_ville_20124.pdf

Convention-cadre avec l'**Association des maires de France (AMF)** - 14 janvier 2014

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/convention_cadre_ville-amf.pdf

> Pour une réforme radicale de la politique de la ville : ça ne se fera plus sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires.

Marie-Hélène BACQUÉ, Mohamed MECHMACHE, Rapport au ministre délégué chargé de la ville, 9 juillet 2013, 97 p.

<http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-participation-habitants.pdf>

> Vers l'égalité des territoires. Dynamiques, mesures, politiques

LAURENT Éloi, Ministère de l'égalité des territoires et du logement. La Documentation française, 2013. 534 p.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/134000131-vers-l-egalite-des-territoires-dynamiques-mesures-politiques>

> Contribution de Question de Ville, l'association des directeurs des centres de ressources politique de la ville à la concertation nationale pour la politique de la ville

Décembre 2012. 10 p.

http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/contribution_qdv_decembre_2012.pdf

> Valoriser les ressources des quartiers. Des pistes pour améliorer la conduite locale de la politique de la ville et en renforcer le caractère participatif

Rapport final de la mission confiée à Thomas KIRSZBAUM par AMADEUS, mars 2014, 107 p.

<http://i.ville.gouv.fr/index.php/reference/9876/valoriser-les-ressources-des-quartiers>

> Histoires, patrimoine et mémoire dans les territoires de la politique de la ville

Pascal BLANCHARD, Rapport au ministre délégué à la ville, octobre 2013, 65 p.

<http://i.ville.gouv.fr/index.php/reference/9313>

> Rapport de la mission "Péréquation et politique de la ville"

François Pupponi, Rapport au ministre délégué chargé de la ville, 19 juin 2013, 45 p.

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_mission_perequationetpolitiquedelaville-19juin2013.pdf

> Rapport de synthèse de la concertation nationale sur la réforme de la politique de la ville

Secrétariat général du comité interministériel des villes (SGCIV), janvier 2013, 35 p.

<http://i.ville.gouv.fr/index.php/reference/8477/rapport-de-synthese-de-la-concertation-nationale-sur-la-reforme-de-la-politique-de-la-ville>

> La politique de la ville une décennie de réformes

Rapport de la Cour des comptes. Juillet 2012, 335 p.

<http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/La-politique-de-la-ville-une-decennie-de-reformes>

> Rapport d'information fait au nom du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques sur l'évaluation des aides aux quartiers défavorisés - Tome I. Rapport – Tome II. Annexes

François GOULARD ; François PUPPONI. Paris. Assemblée nationale (document d'information n° 2853). Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques. Octobre 2010, Tome I. 310 p. ; Tome II. 352 p.

http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/aides_quartiers_defavorises.asp

> Rapport sur la révision de la géographie prioritaire et la contractualisation de la politique de la ville « Une conception rénovée de la politique de la ville : d'une logique de zonage à une logique de contractualisation »

Pierre ANDRÉ ; Gérard HAMEL. France, Premier Ministre. Septembre 2009, 83 p.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/5466>

OUVRAGES, ETUDES

> Prévention des discriminations & collectivités. Initier, mobiliser, pérenniser. Séminaire national 2012

Réseau Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI), 2013, 56 p.

Cette publication est le fruit d'un travail de réflexion initié par le Réseau Ressources pour l'Egalité des Chances et l'Intégration (RECI) afin de mieux comprendre les évolutions des politiques locales de prévention et de lutte contre les discriminations. Son objectif est de permettre aux acteurs de disposer de ressources et d'éléments de connaissance pour initier des démarches visant l'égalité et la non-discrimination et répondre ainsi aux impératifs des politiques publiques dans ce domaine. L'organisation d'un séminaire national, le 22 novembre 2012, a fait suite à la réalisation d'une étude menée à partir d'entretiens auprès de collectivités. Elle avait permis d'identifier les blocages et les leviers à la mise en œuvre d'actions effectives de prévention et de lutte contre les discriminations à l'échelle des territoires communaux (approches institutionnelles, initiatives associatives, mise en réseau, logiques partenariales, etc.).

Devant la nécessité de redonner la parole aux politiques et aux acteurs locaux, cette contribution collective constitue une étape dans la redéfinition d'une politique volontariste qui implique le local et le national. Elle prône une approche non pas transversale des discriminations, mais une « logique intégrée ». Il s'agit en effet de faire en sorte que la non-discrimination structure toute action publique et se décline dans tous les domaines.

[http://reseau-reci.org/wp-](http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2013/06/reseau_reci_actes_seminaire_prevention_discriminations_collectivites.pdf)

[content/uploads/2013/06/reseau_reci_actes_seminaire_prevention_discriminations_collectivites.pdf](http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2013/06/reseau_reci_actes_seminaire_prevention_discriminations_collectivites.pdf)

> Projets d'habitants et démocratie locale. Mode d'emploi des dispositifs publics

Gérard LEVAL, Editions Yves Michel, 2014, 243 p.

Ce guide pratique apporte des éléments de compréhension et de méthode à tous les acteurs de la vie locale s'impliquant dans des fonds de soutien (fonds de participation des habitants, fonds d'initiatives locales, fonds de soutien aux initiatives...). Il permet de répondre notamment aux questions suivantes : quels sont les différents dispositifs publics existants ? Comment les concevoir et les mettre en œuvre ? Qui peut les utiliser et pour quels types de projets ? Quels sont les écueils à éviter ?

> Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires

Marion CARREL, ENS Editions, mai 2013, 276 p.

Veut-on vraiment que les habitants des quartiers populaires participent ? Deux analyses s'affrontent, en théorie comme en pratique, sur la participation des habitants aux politiques de la ville. La première pointe les dérives de « l'injonction participative », cette demande unilatérale et méprisante faite aux pauvres de se comporter en citoyens, sans leur donner la possibilité de débattre sur le fonctionnement des institutions. La seconde voit au contraire dans la participation un levier pour leur émancipation sociale et politique, et l'amélioration de l'action publique. Le croisement de plusieurs perspectives d'analyse et terrains d'enquête permet de dépasser cette vision binaire et de rendre compte de la manière dont les problèmes sociaux, économiques et urbains sont débattus dans l'espace public.

> La rénovation urbaine. Démolition-reconstruction de l'Etat

Renaud EPSTEIN, Les Presses de Sciences Po, mars 2013, 377 p.

Alors que les premiers projets de rénovation urbaine s'achèvent et que le mirage d'une dissolution des problèmes sociaux dans la transformation urbaine se dissipe, cet ouvrage revient sur la mise

en œuvre et les effets d'un programme qui, dès son lancement, a été présenté comme un succès mettant fin à des décennies d'échec. L'analyse du PNRU et sa mise en perspective historique renouvellent les débats sur la politique de la ville et apportent un éclairage inédit sur les effets territoriaux des réformes de l'État des années 2000. Car la rénovation urbaine résulte et participe d'un processus plus vaste de démolition-reconstruction de l'État, organisant dans un même mouvement son retrait des territoires et la restauration de sa capacité d'orientation, à distance, des politiques qui y sont menées.

> Refaire la cité. L'avenir des banlieues

Michel KOKOREFF, Didier LAPEYRONNIE. Seuil, La république des idées. 2013, 110 p.

« Cités », « banlieues », « zones urbaines sensibles »... Ces territoires que l'on ne sait plus nommer ont subi bien des transformations depuis trois décennies : paupérisation, ségrégation urbaine et ethnique, expansion des économies souterraines, durcissement des rapports avec les institutions. Pour sortir de l'impasse, il est nécessaire d'inventer une « politique des banlieues » s'appuyant sur la force des quartiers, sur le dynamisme des acteurs, les femmes, la jeunesse. Lutter contre le chômage et la délinquance est une nécessité ; mais l'intégration politique doit être la priorité. Il est urgent que les habitants deviennent des citoyens à part entière, c'est-à-dire des acteurs de la vie démocratique. Pour refaire les cités, il faut au préalable refaire la cité.

> La politique de la ville en France : fondements, évolutions et enjeux

Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV). Novembre 2012, 46 p.

Ce dossier ressources a pour objectif de présenter les fondements et évolutions de la politique de la ville en France, ainsi que ses enjeux actuels. Il doit être considéré comme un document de cadrage. Ce document n'a pas vocation à présenter l'ensemble des dispositifs de la politique de la ville mais à rendre compte du sens donné aux actions dans une logique d'intervention globale, incluant les deux volets thématiques de la politique de la ville, la rénovation urbaine et la cohésion sociale.

Ce document conçu comme un outil synthétique s'adresse à toutes les personnes désireuses de disposer d'éléments pour comprendre et/ou parfaire leur connaissance de cette politique publique.

http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_dossier_ressources_politique_ville.pdf

> Panorama pratique de la politique de la ville (base de données en ligne)

Secrétariat général du comité interministériel des villes (SGCIV), Ministère de l'égalité des territoires et du logement, Ministère délégué à la ville. Juin 2012.

Ce panorama construit sous la forme d'une base de données a été réalisée à l'attention des agents du service public ayant des fonctions relatives à la mise en œuvre de la politique de la ville dans les territoires qui relèvent de celle-ci.

Cet outil, conçu sous forme de fiches par thématiques, vise à faciliter l'appréhension des dispositifs et des acteurs spécifiques que les agents sont susceptibles de rencontrer dans leur cadre professionnel.

http://91.121.152.29/~webdev/ctl_sgcv/

> Refaire la ville. Sens et contradictions d'une politique sociale

Joël BARTHELEMY. Presses de l'EHESP. Octobre 2011, 282 p.

La politique de la ville s'insère dans un contexte général d'action publique en transformation depuis une trentaine d'années et marqué par un processus dit de territorialisation. Elle ne se réduit donc pas un dispositif technique, ni à une succession de plans et de procédures.

Quels sont les effets de cette politique ? Comment les élus locaux, les professionnels du social et les bénévoles associatifs s'approprient-ils (ou non) le modèle d'action qu'elle induit ? Quelle place occupe-t-elle dans le paysage administratif français ? Quel avenir pour cette politique noyée dans la cascade de textes et de mesures qui marquent la première décennie des années 2000 ?

> Sociologie des quartiers sensibles, 3e édition

Cyprien AVENEL. Armand Colin, coll. 128. Septembre 2010, 127 p.

Ces quartiers que l'on dit " sensibles " et qui tendent à être définis comme des ghettos, constituent le problème social et politique par excellence de la société française. Exclusion, violences urbaines et délinquance des jeunes, insécurité, repli communautaire, démission des familles..., autant de thèmes qui alimentent le discours ambiant. Sur le sujet, les témoignages, de valeurs diverses, abondent, les polémiques foisonnent et les pouvoirs publics tentent de " cibler " leur intervention.

La troisième édition actualisée de cet ouvrage fait le point sur la question des émeutes de banlieue ou encore de la rénovation urbaine et de la politique de la ville. Elle propose un bilan critique et incisif des travaux sociologiques sur le sujet et invite à se prémunir contre les jugements rapides et

les idées trop simples. L'auteur montre comment la sociologie et ses outils aident à mieux comprendre ce qu'il en est aujourd'hui du " problème des banlieues ".

http://cosoter-ressources.info/opac/index.php?lvl=notice_display&id=9620

> Retrouver les principes du développement social urbain

FORS Recherche sociale n° 191, juillet-septembre 2009. 87 p.

Au-delà de la remise en cause de la politique de la ville, comment faire vivre un projet de développement social au sein des quartiers ?

http://cosoter-ressources.info/opac/index.php?lvl=bulletin_display&id=1517

LIENS UTILES SUR LE WEB

> Ministère délégué à la Ville

<http://www.ville.gouv.fr/>

Rubrique « Tout sur la Politique de la ville » sur le site du Ministère :

→ <http://ville.gouv.fr/?tout-sur-la-politique-de-la-ville>

Base de données documentaires : <http://i.ville.gouv.fr>

Système d'information géographique : <http://sig.ville.gouv.fr>

> CGET - Commissariat général à l'égalité des territoires

<http://www.cget.gouv.fr/>

> ANRU - Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

<http://www.anru.fr/>

> Les centres de Ressources Politique de la Ville

Les centres de ressources ont pour mission principale de contribuer à la qualification collective des acteurs de la politique de la ville. De nombreux travaux des centres de ressources portent sur le renouvellement urbain et son articulation avec le volet social de la politique de la ville. Ces travaux sont généralement disponibles sur les sites internet des centres de ressources, et/ou recensés dans la base de données du SG-CIV.

<http://www.ville.gouv.fr/?Centres-de-ressources-regionaux>

<http://i.ville.gouv.fr/index.php/acteurs/2>

> Panorama de presse du réseau national des centres de ressources Politique de la ville

<http://www.scoop.it/actu-politiquedelaville>

> COSOTER - Base en ligne de ressources sur la cohésion sociale et territoriale

<http://cosoter-ressources.info/>

> Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI) – Base de données documentaires

<http://reci.centredoc.fr>

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT REGIONAL DE LA VILLE (IREV)

> Site internet : <http://www.irev.fr>

Ce site propose de l'actualité régionale et nationale, des agendas et des offres d'emplois en lien avec la Politique de la ville. Sont également présentées les actions (programmes d'actions, journées régionales, rencontres...) et les publications de l'IREV. Une rubrique « boîte à outils » donne accès à des dossiers ressources, des fiches d'expériences et à la base de données documentaire. La rubrique « La politique de la ville en Région » permet d'accéder :

- à un moteur de recherche recensant les acteurs de la politique de la ville sur notre territoire, ainsi qu'à des annuaires (mis en ligne progressivement)
- aux principaux dispositifs nationaux déployés en région dans le cadre de la politique de la ville
- aux fiches descriptives des territoires concernés par la politique de la ville à différents échelons (intercommunal, communal voir à l'échelle des quartiers).

> Participation des habitants : de l'expression à la co-construction

IREV, Repères pour agir n°4. Mars 2014.

La loi pour la ville et la cohésion urbaine inscrit la politique de la ville dans une démarche de co-construction avec les habitants. Ce principe « historique » de l'action publique en faveur des quartiers en difficulté ainsi réaffirmé a vocation à se traduire de manière opérationnelle dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de cette démarche contractuelle renouvelée. Dans ce contexte, les notions de pouvoir d'agir, de capacitation et d'empowerment qui marquent l'actualité du débat public nous invitent à remettre les objectifs de la participation des habitants des quartiers en chantier et à réaffirmer cette priorité.

L'IREV a saisi l'opportunité de ce moment pour engager une réflexion collective avec différents acteurs de la politique de la ville de la région. Professionnels de collectivités locales, bénévoles associatifs, agents de l'Etat local, acteurs de terrain, etc. ont ainsi participé à plusieurs journées d'échanges, de présentations d'expériences et de débats destinées à analyser les freins et les conditions de réussite de la participation citoyenne, et au-delà, du développement du pouvoir d'agir des habitants. De ce croisement des pratiques émergent les modalités d'une association refondée des habitants à la Politique de la ville, et plus généralement à l'action publique. Ces travaux ont également permis de questionner la posture de l'ensemble des acteurs concernés.

Cet ouvrage est le résultat de ce travail collectif, complété par l'analyse des experts et de l'équipe de l'IREV mobilisés au cours et à la suite de l'atelier.

> Les impacts sociaux des projets de rénovation urbaine

IREV, Repères pour agir n°3. Décembre 2010.

L'élaboration des projets de rénovation urbaine sur des critères essentiellement urbains et centrés sur le logement n'a pas toujours permis de prendre en compte des finalités sociales. Chacun s'accorde pourtant à reconnaître que la réussite du programme de rénovation urbaine sera conditionnée à la « réussite sociale » des projets.

L'IREV a proposé aux différents acteurs engagés dans les projets de rénovation urbaine (ANRU et services de l'État, communes et intercommunalités, Région et Départements, bailleurs et autres partenaires locaux) un travail collectif d'élaboration d'un référentiel qui permette de définir et mesurer les impacts sociaux de ces projets.

L'objectif de cet atelier régional était de permettre à ces différents acteurs de donner leur point de vue sur les finalités sociales des projets, d'identifier les impacts sociaux attendus, de dégager les objectifs opérationnels et les conditions de mise en œuvre et in fine d'élaborer un référentiel commun.

Cet ouvrage est le résultat de ce travail collectif, complété par l'analyse des experts et de l'équipe de l'IREV mobilisés au cours et à la suite de l'atelier.

http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/reperes_3_ispru.pdf

> La gestion urbaine de proximité en chantier

IREV, SUH, ARH, Repères pour agir n°2. 2010.

Le programme national de rénovation urbaine doit être l'opportunité d'aborder collectivement la question de la qualité de la gestion, de faire un état sans complaisance des difficultés rencontrées et de l'effectivité des réponses apportées. L'enjeu est essentiel : si une gestion de qualité permet évidemment de pérenniser les investissements, elle est surtout un signe de respect pour les habitants des quartiers, qu'ils soient concernés ou non par la rénovation urbaine.

La pérennisation des démarches de GUP, au-delà de la période de mise en œuvre des projets, doit tenir compte notamment des difficultés à animer dans la durée la coopération entre les différents acteurs (bailleurs et collectivités) et de la capacité de ces acteurs à interroger leurs actions et à adapter leurs organisations.

Basée sur les résultats d'une démarche de qualification et de capitalisation portée conjointement par l'IREV (Centre de Ressources Politique de la Ville en Nord-Pas-de-Calais), l'Union Sociale pour l'Habitat et l'AR Habitat Nord Pas-de-Calais, cette publication retrace les acquis et questionnements du travail collectif associant bailleurs et collectivités, avec l'implication des directions de projet, et permet d'explorer les conditions de pérennisation de la gestion de proximité dans les projets de rénovation urbaine au-delà la durée des projets ANRU.

http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/reperes_gup.pdf

> La réussite éducative à l'épreuve du terrain

IREV, Repères pour agir n°1. Octobre 2007.

Issu des travaux animés par l'Institut Régional de la Ville (IREV) en 2006 autour de la mise en place des dispositifs de réussite éducative (ateliers, journée régionale du 5 décembre 2006), cet ouvrage restitue les résultats de cette démarche collective autour de 5 entrées clés du dispositif :

- le diagnostic et le repérage ;
 - la construction de l'offre (notion de parcours) ;
 - l'accompagnement des enfants et des familles ;
 - le partenariat interinstitutionnel ;
 - la coopération opérationnelle avec un zoom sur le métier de coordinateur de réussite éducative.
- Pour chaque point abordé sont successivement présentés les constats et analyses des acteurs, le regard d'un expert (Dominique Glasman, Michèle Guigue, Elisabeth Charlon) et des points de vigilance et recommandations.

http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/irev_dre_reperes_pour_agir.pdf

> Prévenir des discriminations en PME/TPE. Guide pratique

IREV. Avril 2008.

Ce guide pratique destiné aux chefs d'entreprises ou responsables des ressources humaines de PME/PMI et TPE est le fruit d'un travail collectif initié par le centre de ressources politique de la ville en Nord Pas-de-Calais et ayant réuni un groupe de chefs d'entreprises implantés en Zone Franche Urbaine (ZFU).

Dans le but d'accompagner ces dirigeants vers une évolution des pratiques professionnelles en vue du respect de l'égalité de traitement à toutes les étapes de la gestion des ressources humaines, ce guide propose de répondre à leurs questions à travers 4 parties :

- Comment recruter sans discriminer ? ;
- Intégrer les nouveaux salariés ;
- Garantir l'égalité de traitement dans la progression des carrières ;
- Comment prévenir le racisme au travail.

Un rappel législatif préalable et des ressources notamment bibliographiques complètent le document.

<http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/irev-guide-pratique-discriminations-pme.pdf>

PUBLICATIONS DE L'ESPACE PICARD POUR L'INTEGRATION (EPI)

> Site internet : <http://www.epi-centre.org/>

Ce site propose de l'actualité en lien avec la Politique de la Ville et l'Intégration en Picardie, une présentation des territoires concernés ainsi que des acteurs. Les actions de l'EPI sont présentées. La partie « Ressources » donne accès aux newsletters et différentes publications de l'EPI.

> Vers de nouveaux contrats de ville.

Intersens, n°13, Amiens, Edition la Licorne, 2013.

Ce numéro d'Intersens se concentre, dans la première partie de la revue, sur les nouveaux contrats de ville et s'interroge sur Amiens Métropole en tant que terrain d'expérimentation de la politique de la ville.

<http://www.epi-centre.org/download/62/Intersens+n%C2%B013>